



LANDES



SYNDICAT
NATIONAL
DES
FINANCES
PUBLIQUES

L'intersyndicale a été reçue par l'état major de la direction (M Roques, Mmes Mauresmo et Chasseloup) le 27 octobre 2017 de 10h à midi suite à notre demande d'audience (cf.verso).

260 pétitions ont été remises, la direction s'est engagée à les transmettre à la DG mais a refusé de rendre publique la note qui les accompagnera.

L'intersyndicale a développé les nombreux sujets de revendications des agents conformément à la pétition :

- Sur les réformes et restructurations, nous avons demandé un moratoire. La direction a refusé en arguant que si elle ne faisait rien les agents et les services seraient encore plus en difficulté. Le dialogue de sourds persiste donc puisqu'elle ne nous a pas démontré que ses réformes amélioreraient l'exercice des missions et les conditions de travail, bien au contraire.

- Sur l'arrêt des suppressions d'emplois, le directeur se réfugie toujours derrière la contrainte politique et alors qu'il connaît le montant de la facture pour les Landes (sic), il a refusé de communiquer le chiffre, de peur d'énerver encore un peu plus les agents. Il a ajouté : « Préparer des réorganisations pour mieux absorber les suppressions d'emplois, c'est le rôle d'un directeur ». Nous avons donc bien raison d'affirmer que les réformes n'existent que parce qu'il y a des suppressions d'emplois et qu'elles ne poursuivent pas l'objectif d'améliorer la qualité de vie au travail, ni la qualité des missions. De même, nous avons affirmé que si le niveau des emplois était maintenu, les améliorations technologiques seraient un plus pour les agents et pour le service public, et non pas de simples outils permettant de supprimer encore des emplois.

« dès que nous avons eu connaissance des suppressions, nous avons envoyé une note sur la situation du département au délégué du Directeur Général ». Ayant des doutes sur sa bonne foi, nous lui avons demandé communication de cette note sur Ulysse 40 et avons essuyé un nouveau refus ! Décidément, nous n'avons pas la même définition du dialogue social.

- Sur les déménagements et l'absence de crédits permettant une éventuelle amélioration des conditions de vie au travail, nous avons fait intervenir un camarade du SIE de Dax pour porter la parole unanime de ses collègues. Il a réaffirmé la position des collègues des SIE de Dax qui, malgré la tentative de déminage de Mme Mauresmo le 23 octobre, refusent toujours de déménager tant que la totalité des travaux n'est pas réalisée. Au sujet des nuisances sonores à venir suite à la fusion des SIE, un nouveau dialogue de sourds a eu lieu...

En conclusion, le directeur a préféré « faire péter les galons » plutôt que de répondre aux revendications des agents. Toutes nos demandes, même les plus accessibles, ont fait l'objet d'un refus sec. Face à cette intransigeance, l'intersyndicale poursuit sa dynamique revendicative et appelle les agents à débattre des suites à donner localement à la grève du 10 octobre et à la pétition.

Monsieur le Directeur départemental des Finances publiques des Landes,

A l'issue de votre première année à la tête de la DDFiP des Landes, vous avez réussi à fortement mécontenter une majorité des agents et à ressouder l'intersyndicale.

En effet, toutes les réformes et réorganisations que vous portez depuis un an sont rejetées par les agents et leurs syndicats car elles ne servent qu'à préparer de nouvelles suppressions d'emplois et de services. Aucune d'entre elles n'améliorent la qualité de nos missions ni la présence du service public, bien au contraire. Personne n'est dupe.

Mais malgré notre opposition argumentée et soutenue par les personnels, vous passez en force, au mépris du dialogue dit social. Par votre attitude, et celle de votre adjointe, les institutions représentatives des personnels sont vidées de leur sens et de leur intérêt.

En matière de gestion des « ressources humaines », vous avez là aussi montré toute l'étendue de votre inhumanité, en préférant tenter de sauvegarder les statistiques des services plutôt que les droits des agents.

Et que dire de vos projets hasardeux de déménagements qui, au-delà du manque de financement, dégradent les conditions de vie au travail des agents concernés ! Et ce n'est pas en détournant de l'argent des caisses du CHSCT que la situation sociale s'améliorera.

Après une grève particulièrement bien suivie le 10 octobre dans les Landes, tant sur des revendications nationales que locales, les agents et leurs représentants exigent d'être entendus.

Plus de 50 % des agents C, près de 50 % des contrôleurs, 30 % d'inspecteurs et 12,5 % d'employés supérieurs, plusieurs services fermés, cela nécessite à tout le moins de votre part une réponse urgente aux revendications qui relèvent de votre compétence.

C'est pourquoi nous vous demandons de nous recevoir en audience le plus rapidement possible.

Nous vous remettons les pétitions qui circulent actuellement dans tout le département : Les agents contestent et rejettent le bien fondé des réformes / réorganisations, exigent l'arrêt immédiat des suppressions d'emplois et refusent de déménager tant que l'amélioration de leurs conditions de vie au travail et d'exercice des missions n'est pas garantie.

Il est de votre responsabilité et dans vos attributions d'y répondre.

Les secrétaires des sections syndicales Solidaires, CGT, CFDT et FO.